

El Hadjar, c'est fini ? Quel devenir pour ce complexe ?

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Date de mise en ligne : mercredi 2 mars 2016

Description :

Non, ce chômage n'est pas technique, il plutôt politique pour servir des intérêts privés ! L'attitude et les déclarations des responsables, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb et son ami Kamel Djoudi président du groupe Imétal, le laissent inévitablement penser. Pourquoi le complexe n'a-t-il pas repris ses activités depuis qu'il est revenu officiellement à l'Etat par la récupération des actifs d'ArcelorMittal en Algérie et transférés au groupe public Imétal,

Abdelkader Hamidou

Les explications et les informations sur ce fameux complexe, qui fut le fleuron de la sidérurgie algérienne, ne sont pas du tout à la hauteur de l'attente et des inquiétudes de ses travailleurs que l'on laisse moisir dans l'incertitude et une coupable inactivité, appelée chômage technique. Et cela dure depuis six mois !

Non, ce chômage n'est pas technique, il plutôt politique pour servir des intérêts privés ! L'attitude et les déclarations des responsables, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb et son ami Kamel Djoudi président du groupe Imétal, le laissent inévitablement penser. Pourquoi le complexe n'a-t-il pas repris ses activités depuis qu'il est revenu officiellement à l'Etat par la récupération des actifs d'ArcelorMittal en Algérie et transférés au groupe public Imétal,

Nous allons tenter avec des mots simples de voir clair dans ce mystère qui, de fait, n'en est pas un. Car, l'impression est forte d'imaginer et de craindre que l'on laisse sciemment mourir ce complexe en attendant de trouver un successeur à ArcelorMittal. Successeur privé lent à se manifester, sans doute parce que moins rentable que l'importation ?

Parmi les prétextes avancés pour justifier la mise en sommeil d'El Hadjar le ministre de l'Industrie et des Mines avance l'argument douteux suivant « A partir d'aujourd'hui, la nature du partenariat avec le groupe mondial ArcelorMittal sera purement technique en attendant que le groupe public Imétal annonce, d'ici à décembre prochain, la dénomination de la nouvelle entreprise sidérurgique dont l'Algérie détiendra la totalité des parts. » Cette annonce du ministre en date du 15 octobre dernier n'est pas pour rassurer les salariés du complexe. En effet, est-il indispensable d'attendre une nouvelle dénomination pour relancer l'activité du complexe ? Quand se fera cette opération ? Lorsque les poules auront des dents ? Se demandent les sidérurgistes cependant qu'un plan d'investissement d'un milliard de dollars aurait déjà accompagné la décision de restituer El Hadjar au secteur public. Et que serait devenu ce milliard de dollars.

En attendant, point de rond à béton et d'acier plat à la sortie des fours. Et, non seulement les travailleurs se roulent les pouces, mais le chômage de longue durée et si, les travailleurs d'El Hadjar n'y prennent garde un licenciement sans indemnités. C'est, en vérité, cela qui les menace

Et dire que tout devait être lancé en février 2015, des chiffres avaient même été avancés selon lesquels la capacité de production devait atteindre 1,2 million de tonnes d'acier mais c'est du chômage « technique » que l'on produit. On est loin des promesses à leur concrétisation. Il est donc permis, répétons-le de se poser la question suivante : ces opérations (de ralentissement) ne visent-elle pas plutôt à servir des intérêts privés ?

Les sidérurgistes du complexe ne se démobilisent pas face à possible disparition de leur gagne-pain qui correspond aussi à l'intérêt du pays. Ils sauront réagir à cette menace sournoise pour continuer leur combat jusqu'à la victoire.

Abdelkader Hamidou

01.03/16